

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

31 MARS 2006

PROPOSITION DE RESOLUTION

**condamnant la violence infligée
aux femmes et aux jeunes filles
en R.D. du Congo et dénonçant le viol,
stratégiquement utilisé comme
arme de guerre et de destruction**

AMENDEMENTS

après rapport

Voir :

Documents du Parlement :

A-157/1 – 2004/2005 : Proposition de résolution.
A-157/2 – 2005/2006 : Rapport.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2005-2006

31 MAART 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot veroordeling van het geweld tegen
vrouwen en meisjes in de D.R. Congo en
van de verkrachtingen die als strategisch
oorlogs- en vernietigingswapen
worden gebruikt**

AMENDEMENTEN

na verslag

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-157/1 – 2004/2005 : Voorstel van resolutie.
A-157/2 – 2005/2006 : Verslag.

N° 1 de M. Frédéric ERENS (N)

Dispositif

Ajouter in fine du premier alinéa du dispositif un cinquième tiret rédigé comme suit :

« – *dénonce le recours, en Région bruxelloise également, au viol comme arme par des bandes criminelles africaines telles que Black Demolition par exemple; ».*

JUSTIFICATION

En Région de Bruxelles-Capitale aussi, on se sert du viol de jeunes filles et de femmes comme d'une arme. Ce sont principalement des bandes criminelles africaines qui utilisent cette arme. Très souvent, il s'agit dans ce cadre de viols collectifs. Les bandes concernées sont notamment les Black Wolves, Azewa, les Black Faces et Black Demolition. Récemment, un procès s'est tenu contre quelques membres de cette dernière bande, extrêmement violente.

Le témoignage d'Anne-Cécile Romero, la victime du plus récent de ces viols collectifs, est le plus émouvant – et même inquiétant. Anne-Cécile, l'ex-petite amie du chef de la bande, Fabrice, raconte tout : « Un jour, il m'a frappée. Parce que je voulais partir. Il m'a cassé les dents, il m'a menacée. Je ne devais jamais le quitter, sinon... »

Début mars 2003, elle se rendit douloureusement compte que Fabrice était homme de parole. « Ils (les membres de Black Demolition) m'avaient rencontrée dans une discothèque et j'ai dû me rendre, avec Fabrice et quatre autres, dans un petit appartement de Saint-Gilles. Là, l'un après l'autre, ils m'ont violée. Fabrice aussi... à l'époque je croyais qu'il ne voulait pas en faire moins que les autres. Je ne savais pas qu'il était le chef de la bande, qu'il était l'organisateur... » Telle est l'histoire, brève mais douloureuse, d'Anne-Cécile Romero. Peu avant les vacances, la justice condamnait quatre membres de Black Demolition pour des attaques à main armée, dont certaines avec prise d'otages. En mars de cette année, treize membres de Black Demolition écopaient de peines de prison allant jusqu'à dix ans pour des attaques à main armée et pas moins de sept (!) viols collectifs de jeunes filles. La plus jeune de leurs petites victimes avait à peine treize ans !

Les motivations sexuelles jouent apparemment un rôle bien moindre qu'on le croyait. C'est ce qui ressort d'une étude menée par une criminologue belge de l'université de Gand. Elle a dressé le profil-type du criminel. « La survenue ou non d'un viol collectif dépend principalement de circonstances fortuites. La simple présence de quelques complices appropriés suffit souvent pour le passage à l'acte. Dans les viols collectifs, l'aspect sexuel du viol est dès lors de moindre importance. Il s'agit d'avantage d'une affaire « de camaraderie et de solidarité masculines » ainsi que de « performance ».

Les hommes éprouvent alors un sentiment de domination et de pouvoir, avec pour conséquence que le viol peut s'accompagner de violence et d'humiliation de la victime. »

Il ressort aussi de ces témoignages que cette bande, composée essentiellement de Congolais, utilisait le viol comme arme pour humilier les femmes et conforter leur propre statut. De cette manière aussi, ils terrorisaient les femmes au point qu'elles n'osaient pas tourner le dos à la bande et à ses membres.

Nr. 1 van de heer Frédéric ERENS (N)

Verzoekend gedeelte

Na het eerste lid van het verzoekend gedeelte een vijfde streepje toe te voegen, luidend :

« – *hekelt de verkrachtingen die ook in het Brussels Gewest als wapen worden ingezet door criminele Afrikaanse bendes zoals Black Demolition e.a.; ».*

VERANTWOORDING

Ook in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt het wapen van verkrachtingen van jonge meisjes en vrouwen ingezet. Voornamelijk criminele Afrikaanse bendes gebruiken dit wapen. Het gaat hierbij zeer vaak om groepsverkrachtingen. Het gaat om bendes zoals Black Wolves, Azewa, Black Faces en Black Demolition. Onlangs kwam het tot een proces tegen enkele leden van deze laatste, zeer gewelddadige bende.

Meest aangrijpend en zelfs beangstigend is de getuigenis van Anne-Cécile Romero, het slachtoffer van de jongste groepsverkrachting. Anne-Cécile, het vroegere vriendinnetje van benedeider Fabrice, licht een en ander toe : « Op een dag sloeg hij me. Omdat ik weg wilde. Hij sloeg mijn tanden uit, bedreigde me. Ik mocht hem nooit verlaten of ... ».

Dat Fabrice een man van zijn woord was, werd begin maart 2003 op bijzonder pijnlijke manier heel erg duidelijk. « Ze (de benedeleden van Black Demolition) hadden me aangetroffen in een discotheek en ik moest met Fabrice en vier anderen mee naar een flatje in Sint-Gillis. Daar hebben ze me een voor een verkracht. Ook Fabrice deed mee ... omdat hij niet wilde onderdoen voor de anderen, dacht ik toen. Ik wist niet dat hij de leider van de groep was, de organisator ... ». Dit is het korte, maar pijnlijke verhaal van Anne-Cécile Romero. Net voor de vakantie kregen vier leden van Black Demolition straffen voor overvallen, waarvan sommigen met gijzeling. In maart dit jaar kregen dertien leden van Black Demolition een gevangenisstraf tot tien jaar voor overvallen en niet minder dan zeven (!) groepsverkrachtingen van jonge meisjes. Het jongste slachtoffer was amper dertien !

Seksuele motieven blijken veel minder een rol te spelen dan gedacht. Dit blijkt uit onderzoek van een Belgische criminologe van de universiteit Gent. Zij bracht het daderprofiel in kaart. « Of er al dan niet een groepsverkrachting zal plaatsvinden hangt vooral af van toevallige omstandigheden. Alleen al de aanwezigheid van enkele geschikte mededaders is vaak al voldoende om tot verkrachting over te gaan. Het seksuele aspect van de verkrachting is bij groepsverkrachting dan ook van minder belang. Het is veeleer een zaak van « mannelijke kameraadschap en solidariteit » en van « presteren ».

Mannen ervaren dan een gevoel van dominantie en macht, met als gevolg dat de verkrachting gepaard kan gaan met gewelddadigheid en het vernederen van het slachtoffer. »

Ook uit de getuigenissen bleek dat deze bende van voornamelijk Congolezen verkrachtingen als wapen gebruikte om vrouwen te vernederen en om hun eigen status te bevestigen. Tevens werden vrouwen op deze manier dermate geterroriseerd dat ze het niet aandurfden om de bende en de benedeleden de rug toe te keren.

N° 2 de M. Frédéric ERENS (N)

Dispositif

Ajouter in fine du premier alinéa du dispositif un sixième tiret rédigé comme suit :

« – dénonce l'enrôlement d'enfants-soldats par les différentes parties belligérantes en R.D. du Congo; ».

JUSTIFICATION

L'alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL) de Laurent Kabila a recruté et employé, selon les estimations, quelque 10.000 enfants-soldats dans sa guerre contre l'ancien président Mobutu, en 1996-1997. On appelait ces enfants-soldats « Kadago » ou « petits ». Lorsque Kabila est devenu président, bon nombre de ces enfants ont intégré les rangs de l'armée gouvernementale. D'autres ont atterri dans la rue. Kabila avait pourtant promis de mettre en place un programme de démobilisation mais, dans les faits, ce ne fut guère le cas. En 2001, l'armée gouvernementale comptait encore des enfants de moins de dix ans dans ses rangs.

Les troupes d'opposition et les troupes rebelles recrutent également des enfants-soldats. Leurs dirigeants affirment souvent que les enfants, des orphelins par exemple, ne participent aux combats que s'ils sont volontaires. Dans les villages reculés, les orphelins sont effectivement nombreux à cause des querelles tribales qui coûtent la vie à beaucoup d'adultes.

Néanmoins, d'autres prétendent que les troupes d'opposition enrôlent souvent les enfants de force, fréquemment avec le concours des armées rwandaise et ougandaise.

Le MLC et le RCD/ML, deux organisations rebelles, soutenues par l'armée ougandaise, comptaient de nombreux enfants-soldats. Des camions venaient chercher les enfants, au nombre de 100 à 200, dans les villages pour les emmener vers les camps d'entraînement.

Les conditions de vie étaient tellement déplorables que beaucoup mouraient de faim, des suites des mauvais traitements ou du manque de soins avant même la fin de leur formation. Certains enfants partaient combattre sans armes. Les enfants servaient aussi fréquemment pour faire diversion face aux troupes ennemies. Ils devaient faire du bruit, par exemple en frappant avec des bâtons sur les troncs d'arbres. S'ils parvenaient à attirer l'attention de l'armée gouvernementale, ils se faisaient abattre, tandis que les troupes rebelles pouvaient attaquer...

Le groupe rebelle RCD/Goma, soutenu par l'armée rwandaise, recrute lui aussi de nombreux enfants, y compris des enfants rwandais. L'enlèvement d'enfants dans l'Est du Congo et au Rwanda est systématique, que ce soit le long des routes, au marché ou simplement chez eux. Et on envoie ces enfants-là aussi, sans armes, au combat. Dans un camp d'entraînement, on a estimé que les enfants représentaient 60 % du contingent (sur 3.000 soldats) ! En 2000, le RCD/Goma annonçait un plan de démobilisation des enfants pour les réintégrer à la société. L'enrôlement d'enfants a pourtant continué et rien n'indique qu'on a démobilisé des enfants-soldats...

En attendant, les enfants-soldats sont loin d'avoir tous été démobilisés. Plus particulièrement, la démobilisation des enfants-soldats des troupes rebelles sera une tâche ardue.

On estime que, partout dans le monde, plus de 300.000 enfants combattent dans des armées.

Nr. 2 van de heer Frédéric ERENS (N)

Verzoekend gedeelte

Na het eerste lid van het verzoekend gedeelte een zesde streepje toe te voegen, luidend :

« – hekelt het inzetten van kindsoldaten door de diverse strijdende partijen in de D.R. Congo; ».

VERANTWOORDING

De AFDL (l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération) van Laurent Kabila rekruteerde en gebruikte naar schatting zo'n 10.000 kindsoldaten in haar oorlog tegen voormalig president Mobutu in 1996-1997. Deze kindsoldaten werden « Kadago » genoemd, of « de kleintjes ». Toen Kabila president werd, kwamen heel wat van deze kindsoldaten in het regeringsleger terecht. Anderen belandden op straat. Toch beloofde Kabila dat hij een demobilisatieprogramma zou uitwerken, maar daar kwam in de praktijk niet veel van in huis. In 2001 zaten er nog steeds kinderen jonger dan 10 jaar in het regeringsleger.

Ook oppositietroepen of rebellentroepen rekruteren kindsoldaten. Hun leiders beweren vaak dat kinderen alleen op vrijwillige basis deelnemen aan de strijd, zoals weeskinderen. In afgelegen dorpen waren immers veel wezen als gevolg van de stammetwisten waarin veel volwassenen om het leven kwamen.

Toch beweren anderen dat oppositietroepen de kinderen vaak met geweld inlijven, dikwijls met hulp van het Rwandese en Oegandese leger.

De MLC en de RCD/ML, twee rebellenorganisaties, ondersteund door het Oegandese leger, hadden grote aantallen kindsoldaten. Vrachtwagens met zo'n 100 à 200 kinderen haalden hen uit de dorpen naar de trainingskampen.

De levensomstandigheden waren zo erbarmelijk dat velen stierven van honger, mishandeling en gebrek aan verzorging nog voor hun opleiding afgelopen was. Sommige kinderen werden zonder wapens in de strijd gestuurd. Kinderen dienden ook vaak als afleiding voor de vijandelijke troepen. Ze moesten veel lawaai maken, bijvoorbeeld door met stokken op boomstammen te slaan. Als ze erin slaagden om de aandacht te krijgen van het regeringsleger werden ze beschoten, terwijl rebellen de regeringstroepen konden aanvallen.

De rebellengroepering RCD/Goma die ondersteund wordt door het Rwandese leger rekruteert ook tal van kinderen, ook Rwandese. Kinderen uit Oost-Congo of Rwanda worden systematisch gekidnapt langs de weg, op de markt of gewoon bij hen thuis. Ook deze kinderen worden soms ongewapend erop uitgestuurd. In een trainingskamp werd het aantal kinderen (op 3.000 soldaten) geschat op 60 % ! In 2000 kondigde RDC/Goma een plan aan om kinderen te demobiliseren en opnieuw te integreren in de maatschappij. Toch bleef de rekrutering van kinderen doorgaan en was er geen enkele aanwijzing dat er kindsoldaten gedemobiliseerd werden ...

Intussen zijn nog lang niet alle kindsoldaten gedemobiliseerd, vooral demobilisatie van kinderen in rebellentroepen zal een zware opdracht zijn.

Men schat dat wereldwijd meer dan 300.000 kinderen als kindsoldaat moeten vechten.

Frédéric ERENS (N)

